



RELEVÉ DE DÉCISIONS DU CONSEIL RÉGIONAL D'EMMAÛS EUROPE

Du 01 au 03 octobre 2025 – ALAND

emmaüs

EUROPE

PRÉSENT·ES:

Carina AALTONEN (Présidente), Nina NYMAN, Jean-Philippe LEGAUT (Trésorier), Duncan LEWIS, Sabina ARNAUT-JAHIC, Nicola TERESI, Nick THOMPSON, Haris OKANOVIC, Aurélie GILLMAN (Secrétaire), Tony FERRIER, Cédric MARREC, Yvette GUMBS, Paco LOPEZ, Adrien CHABOCHE (Délégué Général EI), Patrick ATOHOUN (Président EI), Lukas LUNDIN, Xavier RENARD.

SECRÉTARIAT REGIONAL EUROPE:

Eve POULTEAU (Déléguée Générale), Yelena YVOZ (Responsable Communication et évènementiel), Lisa LADENBURGER (Chargée d'appui aux groupes région Europe), Emmanuel RABOURDIN (Responsable Solidarités), Raïssa GNANKOU (Assistante Administrative et Finances).

EXCUSÉ·ES:

Anouk MEVILLOT, Marie TIXIER (Responsable évènementiel), Robert OPOKA, Grigory SEMENCHUK, Sonia HURCET, Herbert BITTER, Ellie KREUL, Jerry MARGUERITE, François MALAISE.

POINTS À L'ORDRE DU JOUR	ÉCHANGES DÉBATS	CONCLUSIONS DÉCISIONS
<p>1. Mot de bienvenue et approbation du procès-verbal de la dernière réunion</p>	<p><u>Approbation du procès-verbal de mars 2025 – Paris, France.</u> Aucun ajout, aucune remarque, aucune opposition n'est faite à la proposition du procès-verbal du dernier Conseil Régional d'Emmaüs Europe.</p>	<p>Le procès-verbal de la dernière réunion du Conseil Régional est approuvé à l'unanimité.</p>
<p>2. Présentation des comptes</p>	<p>Présentation des comptes (au 31 août)</p> <p><u>Frais de personnel</u> : plus élevés que prévu en raison d'une rupture conventionnelle et d'un arrêt maladie depuis fin février (partiellement compensé par la CPAM) et de l'embauche pour remplacement.</p> <p><u>Recettes & cotisations</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cotisations sont la principale source de revenus. • Environ 77% des groupes paient désormais leurs cotisations (amélioration significative). Modalités variables selon les pays (gestion par les ON au Royaume-Uni et Pays-Bas). Suggestion de versements mensuels pour éviter que les groupes manquent de ressources en fin d'année. • Rappels nécessaires en 2026 (année électorale) pour que tous soient à jour sur les 4 dernières années. <p>Proposition d'augmentation des cotisations</p> <p><u>Contexte</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cotisations inchangées depuis 2015, soit 19% d'inflation en France. Les coûts ont augmenté et de nouveaux besoins sont apparus notamment la création de nouvelles rencontres, échanges de pratiques, rencontre des ON, Women leadership programme (poste plaidoyer financé grâce à une meilleure collecte). • Des dépenses structurelles à prévoir : rémunération des interprètes + indemnité du groupe de la présidence = hausse de 8% du budget total <p><u>Proposition du Bureau</u> :</p> <p>Augmentation pour faire face aux nouveaux enjeux, tout en restant modérée. Nos cotisations étant basses, une augmentation de 10% semble acceptable et permettrait de montrer aux groupes qu'ils font partie d'un mouvement international</p>	<p>Proposition d'augmentations des cotisations à la prochaine assemblée : le bureau va envoyer au CREE une note plus détaillée pour répondre aux questions soulevées pendant les échanges du CREE.</p>

	<p>Actuellement : 55€ pour les groupes faisant moins 50 000€ de recettes des ventes (petites cotisations) et jusqu'à 3300 euros /an pour les groupes ayant plus de 1 million de recette des ventes.</p> <p><u>Débat et positions exprimées</u></p> <p><i>Sur la méthodologie :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter de laisser une décennie entre chaque augmentation ; rendre les révisions plus fréquentes et limiter les hausses pour éviter les surprises • Réflexion en trois temps : 1) maximiser la collecte à 100% avant d'augmenter, 2) revoir la formule (paliers vs pourcentages comme EF ou EI), 3) définir un objectif budgétaire raisonnable lié aux projets politiques • Alternative : plutôt que d'augmenter selon les besoins, définir les ressources disponibles et adapter les actions en conséquence ("vous nous donnez combien, on fait avec") : c'est ce qu'on a fait jusqu'à présent mais ne permet pas de poursuivre les mêmes activités avec l'inflation et surtout ne permet pas de nouveaux projets <p><i>Sur les ambitions :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Équilibre délicat entre ambition, communication et perception par les groupes • EE a des obligations de gestion opérationnelle et une ambition d'impliquer pleinement les groupes dans un mouvement international • Participer aux réseaux européens et jouer un rôle politique à l'échelle européenne fait partie de cette ambition <p><i>Sur les contraintes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Certains groupes européens en difficulté économique, risques de fermeture dans les prochaines années car problème de durabilité économique : dans ces cas EE propose toujours une adaptation réduction ou étalement des cotisations. 	
<p>3. Indemnité des interprètes</p>	<p>Proposition : 250€/jour/interprète en présentiel. Alignement sur l'indemnité proposée par EI. La décision a été prise car le bénévolat complet devenait trop difficile pour les interprètes qui devaient renoncer à des revenus potentiel important pour nos réunions. Équivaut à environ 9 000€/an pour Emmaüs Europe. Cela s'appliquerait pour la prochaine réunion physique.</p> <p>Consensus relatif sur la légitimité de la rétribution : L'indemnisation des interprètes est considérée comme légitime, humaine et nécessaire pour permettre la compréhension mutuelle et la vie du mouvement. L'IA ne peut pas tout remplacer.</p>	<p>L'indemnisation des interprètes à hauteur de 250€/jour/personne est votée. 2 personnes contre. 13 personnes pour. Application dès la prochaine réunion physique.</p>

<p>4. Indemnité de la présidence et augmentation des cotisations</p>	<p>Indemnité de la présidence pour la mandature 2026</p> <p><u>Constat</u> : Difficulté croissante à trouver des candidat.es à la présidence. Les ancien.nes président.es témoignent de l'impact du mandat sur leur rôle dans leur groupe. De plus en plus de mouvements associatifs en France indemnisent leur présidence. C'est le cas d'Emmaüs international et Emmaüs France qui indemnisent le groupe de base de leur président.e.</p> <p><u>Proposition de la note de travail</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • C'est le groupe qui est indemnisé à la demande, pas la personne directement • Indemnisation uniquement pour la présidence (charge de travail très importante) • Montant maximum : équivalent d'un mi-temps local, plafonné à 24 000€ (référence France) <p><u>Questions en suspens</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi pas la vice-présidence ? (Manque de visibilité sur ce poste jamais vraiment incarné) • Modalités pratiques : que payer au groupe si la président.e est bénévole ? • Importance de clarifier avant l'ouverture des candidatures <p>Remarques et avis exprimés</p> <p><u>Arguments favorables</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Question d'équité : tous les groupes ne peuvent pas proposer quelqu'un sans impact financier pour lui • L'argent ne doit pas être une barrière pour devenir président.e • Investissement porté par l'ensemble des groupes européens • Permet une présence renforcée de la présidence pour EE et auprès de l'UE • Dans des contextes politiques et économiques instables, avoir un mouvement solide avec une présidence suivie est primordial • Les instances régionales et internationales sont un dynamisme bénéficiant aux groupes, pas seulement un coût • Indépendance du mouvement à préserver • Ouvrir la possibilité à des personnes compétentes dont les groupes rencontrent des difficultés • EE doit garantir l'équilibre entre engagement au groupe et à l'échelle européenne <p><u>Réserves et propositions alternatives</u> :</p>	<p>L'indemnisation par Emmaüs Europe du groupe de provenance de la présidence d'Emmaüs Europe est votée. 2 abstentions 1 contre 12 pour</p> <p>Clarification des modalités et du processus avant ouverture des candidatures, intégration possible d'une prise en charge par l'ON.</p> <p>Application à partir d'avril 2026.</p> <p>Nécessité parallèle d'assurer que tous les groupes paient leur cotisation.</p>
---	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Refonte du raisonnement : vérifier d'abord si le groupe peut assumer, puis l'ON, puis la région (logique subsidiaire) • Cette décision reflète un changement important vers une organisation plus professionnelle dans un mouvement historiquement basé sur la solidarité • Manque de clarté sur les justifications et droits du groupe. Ajuster la formulation : "l'indemnité ne pourra pas excéder 24 000€ et ne doit pas dépasser un mi-temps du salaire local" • Décision doit s'inscrire dans une réflexion plus globale pour éviter d'augmenter les cotisations 	
<p>5. Women Leadership Programme : bilan de la 1^{ère} session</p>	<p>Organisé les 11 et 12 sept, le WLP a réuni 23 femmes issues de 9 pays européens. Celles-ci ont toutes des responsabilités au sein de leur groupe. De très bons retours recueillis.</p> <p>Réunion de suivi en visio-conférence prévue dans 4 mois</p> <p>Lors du prochain CREE, il sera proposé de renouveler le WLP avec 1 nouvelle promo tous les 2 ans.</p>	<p>Une visio-conférence sera organisée en début d'année 2026 avec les participantes pour effectuer un suivi et voir comment cette initiative peut aussi se développer au sein des pays/groupes.</p>
<p>6. Solidarité : Suivi des groupes</p>	<p>Ressources et projets Distribution des livrets de solidarité (envoi papier octobre) et guide des transports. Projet 2025 : Emmaüs Géorgie (12 000€ collectés sur 27 000€ pour un camion frigorifique). Fonds Ukraine réorienté vers les déplacés internes, avec la proposition du bureau de financer un poste dédié à la collecte de fonds sur place.</p> <p>Programme transport Décroissance progressive, priorité à l'autonomie des groupes. Baisse nette des transports envoyés. En Roumanie, crise politique et budgétaire impacte les groupes (retards/annulations de subventions, hausse TVA). Obstacles : qualité des dons, stockage, coûts de transport.</p> <p>Trans-collectif Rencontre réussie entre groupes de Pologne, Roumanie, Ukraine et Géorgie en 2025. Proposition de rencontres Est-Ouest en 2026.</p> <p>Situation de Targu Jiu Visite d'enquête à Targu Jiu (Roumanie) : impayés depuis 2017, faible activité sociale, diminution importante du nombre de bénéficiaires, problème dans le montage de la structure sur le plan juridique. Des demandes vont être faites au groupe pour faire des</p>	

	changements car dans l'état actuel le bureau pense que ce n'est plus possible de soutenir ce groupe. Ok pour le CREE.	
7. 2^{ème} tournoi de foot pour la paix et les droits humains : rétrospective et suivi	Réussite malgré un manque de participation des groupes de UK, Italie et Espagne Logistique dans le cas d'un tournoi en France : - Éviter de faire le tournoi fin juillet car période de vacances - Il faut penser aux possibilités de connexion entre le lieu de RDV et les groupes en UK pour qu'ils puissent venir.	Il est décidé que le prochain tournoi de foot aurait lieu en Bosnie-Herzégovine en 2026.
8. Campagne sur le don	Difficulté de trouver de bonnes photos pour les affiches. Besoin de retravailler les photos/d'en trouver d'autres pour illustrer au mieux les 4 thèmes Point d'attention sur la traduction (ex : en espagnol éviter de dire « Donativos » qui est considéré comme une expression qui fait penser des donations aux pauvres, mieux vaut utiliser le mot « collecte » car les groupes espagnols rendent un service aux collectivités et aux citoyen.nes).	Lancement de la campagne estimée pour fin hiver 2026.
9. Informations sur les pays	Lukas, nouveau DN d'Emmaüs Finlande, a présenté la situation du mouvement composé de 4 groupes créés depuis 2006, actifs dans le travail social, environnemental et le tri textile. <u>Deux problématiques majeures identifiées :</u> 1. Situation des personnes sans papiers <ul style="list-style-type: none"> • Environ 6 000 personnes en situation irrégulière en Finlande • Racisme structurel important • Changement politique majeur depuis 2023 avec l'arrivée au pouvoir du parti d'extrême droite des "véritables finlandais" • Mesures restrictives : coupes budgétaires dans les services sociaux et d'intégration, durcissement des règles de séjour et de regroupement familial 2. Chômage en forte hausse <ul style="list-style-type: none"> • Finlande = 2ème taux de chômage le plus élevé de l'UE • Causes : économie ralentie, manque de confiance des consommateurs, coupes dans le secteur public • Paradoxe : le gouvernement élu pour réduire le chômage frappe les plus vulnérables (coupes dans retraites, allocations chômage) • Impact sur Emmaüs qui propose formations et coopère avec les services de l'emploi <u>Échanges et réflexions :</u>	

	<ul style="list-style-type: none"> • Sans-abrisme : la Finlande avait adopté une politique "logement d'abord" mais les coupes budgétaires municipales empêchent aujourd'hui sa mise en œuvre • Consensus : nécessité pour Emmaüs de se positionner face au sans-abrisme et aux coupes budgétaires généralisées en Europe • Modèle économique : questionnement sur la baisse de qualité des dons et la nécessité de repenser le modèle basé sur les ventes <p><u>Financement :</u> Les groupes finlandais fonctionnent majoritairement en autofinancement avec quelques prestations de service pour les collectivités et financements européens ponctuels.</p>	
<p>10. EI : Préparation AM et infos sur la réparation des victimes</p>	<p>L'AM aura lieu à Someren aux Pays-Bas du 13 - 17 avril 2026. Budget assez réduit car lieu moins cher que prévu, qui laisse une marge pour d'autres activités.</p> <p>Présentation du calendrier de l'AM, des débats préparatoires et du calendrier du rapport d'orientation.</p> <p><u>Propositions de modifications statutaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Comptabilisation des mandats CEI : uniquement si complet (4 ans) • Procédure d'audit : conclusions imposables (refus = motif d'exclusion) • Modalité d'élection CE : délai de 2 mois entre élection en AM et le vote en CA pour le CE. Élections par visioconférence • Membres cooptés au CE : jusqu'à 2 suppléants des listes CEI • Rôle du groupe accompagnateur : rôle renforcé. Proposition d'un guide du groupe accompagnateur (invitation aux CEI de le mentionner au prochain CE) • Procédure d'exclusion : clarification des motifs graves (identifier des cas de figures sans pour autant fermer) • Mandat des DN : alignement sur 4 ans, début en AM (issues d'un GT lors de la rencontre des DN) • Gouvernance inclusive : incitations pour plus de parité <p><u>Points de débat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Alignement des mandats de DN : pas forcément à associer avec la prise de mandat des CEI même si peut permettre de synchroniser les formations. Mais cela offre peu de flexibilité et impliquerait d'avoir un CR complètement nouveau à chaque mandature, le fait d'avoir des DN arrivés avant permet pour l'instant le suivi de certains sujets et la transmissions entre membres du CREE. Par ailleurs cela bouleverse tout le rythme des élections des DN par leur ON il est essentiel de les consulter avant de prendre une telle décision. 	<p>Le Conseil Régional demande une clarification du processus de décision suite aux propositions de modifications statutaires.</p>

	<p>Le Conseil Régional demande une clarification du processus de décision suite à ces propositions de modifications statutaires ainsi qu'un compte-rendu du CA.</p> <p>EI invite les CEI à mentionner ces points de vigilance lors du prochain CA.</p> <p>Présentation des dernières avancées concernant le dispositif de réparation des victimes de l'A.P : EI propose de partager les notes.</p>	
<p>11. Discussion sur la Paix</p>	<p>Cadre théorique présenté</p> <p><u>Institut de la paix d'Åland :</u> Le succès de la stabilité politique d'Åland repose sur le partage du pouvoir, la sécurité, l'identité, la langue et la culture. Trois piliers : démilitarisation (absence d'installations militaires), neutralisation (non-implication en temps de guerre) et protection des minorités. Ce modèle est étudié comme exemple par plusieurs pays. La confiance entre pays voisins et la défense de l'État de droit sont essentielles.</p> <p><u>Théories du conflit (Johan Galtung) :</u> Triangle de la violence (directe, culturelle et structurelle), distinguant violences visibles et invisibles. Concepts de paix négative et positive. Théorie de l'iceberg du conflit et triangle de résolution des conflits.</p> <p><u>Union pour la paix en Finlande :</u> Emmaüs représente un espace sûr pour exprimer son opinion. Importance du soutien local à l'éducation et de l'accompagnement des militants.</p> <p>Témoignages et actions des groupes Emmaüs qui pourraient être repris et développer par d'autres pour renforcer notre action en faveur de la paix</p> <p><u>Sur les contextes de guerre et post-conflit :</u> La démilitarisation nucléaire peut créer des vulnérabilités. Les révolutions démocratiques et manifestations contre les élections corrompues témoignent de l'aspiration à vivre en démocratie. Nécessité de renforcer les démocraties et de montrer comment les organisations peuvent fonctionner démocratiquement. Expérience de guerre ayant mené au génocide : importance de travailler avec les nouvelles générations, les éduquer sur la guerre et créer des liens au-delà des frontières.</p> <p><u>Actions concrètes de solidarité :</u></p>	

	<p>Programmes d'urgence pour le soutien en Palestine. Livraison de nourriture à Gaza et en Syrie. Rénovation d'écoles, d'hôpitaux et de maisons en Syrie. Construction de puits en Ouganda. Organisation régulière de manifestations contre les guerres. Travail sur les droits territoriaux palestiniens. Chantiers d'été internationaux accueillant des personnes du monde entier.</p> <p><u>Travail avec les populations vulnérables :</u> Accompagnement des jeunes en situation difficile. Accueil et accompagnement des réfugié.es et personnes sans papiers. Collaboration avec des universités sur le comportement pacifique et la non-violence. Organisation de rencontres internationales pour créer de l'espoir et éviter l'isolement.</p> <p><u>Éducation et prévention :</u> Sensibilisation dans les écoles sur les discriminations. Apprentissage du vivre-ensemble malgré les différences. Ateliers sur les discours masculinistes de l'extrême droite. Travail sur l'harmonie et la non-violence dans les groupes (ce que nous avons fait au tournoi de foot pour la paix et les droites humains).</p> <p><u>Défis contextuels :</u> Certains contextes locaux rendent délicat de parler ouvertement de paix (présence de bases militaires, service militaire obligatoire) au risque de perdre des soutiens financiers locaux.</p> <p><u>Vision de la paix :</u> La paix comprise comme absence d'abus de pouvoir à différents niveaux. Importance de ne pas perdre de vue le niveau basique et de créer des espaces de sécurité. Nécessité d'analyser les conflits internes (référence aux événements concernant l'Abbé Pierre) et de travailler sur les valeurs au sein des groupes. Phase de conflit post-guerre nécessitant d'améliorer la communication. Importance de se concentrer sur le logement pour tous, l'immigration et la promotion d'environnements collaboratifs. Emmaüs dans les années à venir pourrait être la safe place dont ont besoin tous les artisans de la paix.</p> <p><u>Réflexions structurelles :</u> Nécessité de déconstruire le caractère impérialiste et la notion de supériorité. Questionnement sur la compatibilité entre démocratie et capitalisme.</p>	
<p>12. Plaidoyer Européen</p>	<p>Campagne "Stop rearming Europe" signée par Emmaüs Italie et proposée au CREE</p>	<p>Signature de la pétition et ajout d'un texte précisant le point de vue</p>

Campagne contre le réarmement de l'Europe financé par des fonds qui pourraient aller aux politiques sociales. Signer l'appel engagerait Emmaüs dans ce réseau.

Positions exprimées

- En faveur : Les associations doivent maintenir un espace d'utopie et croire en la paix. Le réarmement sert davantage les entreprises d'armement que la protection réelle des populations. La coopération est la véritable solution.
- Réserves : Distinction entre réduction des dépenses sociales et réarmement : des financements alternatifs existent. Le droit international ne suffit pas toujours à protéger les populations, la défense reste parfois nécessaire. Le texte manque de subtilité et pourrait générer de la frustration. Il devrait cibler spécifiquement l'armement servant les intérêts privés au détriment des politiques sociales.

Décision du Conseil Régional

Signer la pétition en ajoutant un texte de contextualisation lors de sa diffusion dans la lettre d'information.

Résumé des actions de plaidoyer en cours et à venir :

- Directive sur les déchets : en cours de révision, mise en œuvre prévue en 2026-2027.
- Stratégie anti-pauvreté : suivi régulier via des réunions avec les réseaux partenaires et relais de nos positions avec EAPN.
- Initiative européenne pour le droit à l'alimentation : bien que ce ne soit pas initialement un sujet central pour Emmaüs, la question de l'accès à une alimentation de qualité pour les plus pauvres est très présente dans nos groupes et une question souvent discutée dans les communautés. Plusieurs groupes européens commencent à s'intéresser à l'agriculture aussi et c'est une activité croissante dans les groupes français. Le CREE est d'accord pour s'engager sur cette thématique et relayer l'ICE.
- Dérégulations sociales et écologiques : signature d'une pétition contre les dérégulations affaiblissant les lois sociales et écologiques au sein de la directive omnibus qui a remis en cause beaucoup des acquis des dernières années, validée par le Bureau.

Rappel concernant les prises de décision d'Emmaüs Europe concernant le plaidoyer

d'Emmaüs Europe lors de la diffusion dans la lettre d'info.

Le Conseil Régional valide la proposition de s'engager sur la thématique de l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous en portant la proposition d'ICE européenne sur le droit à l'alimentation.

Rappel : si l'occasion se présente de signer d'autres pétitions, le Bureau peut signer au nom d'Emmaüs Europe (en cas d'urgence), sans attendre la validation du CREE.

	<p>Les signatures sont validées par le Bureau par mail en cas d'urgence. Dans les autres cas, validation par le Conseil Régional en ligne ou lors d'une des réunions. Ce processus fonctionne avec un Conseil stable ; une procédure différente sera nécessaire en cas de renouvellement.</p>	
<p>13. Plan stratégique 2023- 2026</p>	<p>Propositions reportées de 2025</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecte de données des groupes à l'échelle européenne • Charte de bonnes pratiques écologiques pour les réunions <p>Actions prioritaires envisagées pour 2026</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer : <ul style="list-style-type: none"> ○ Déclinaison de la campagne qualité du don ○ Campagne d'accueil des réfugiés : nouveaux outils et collecte de témoignages ○ Collaboration inter-régionale sur la surproduction • Solidarités : <ul style="list-style-type: none"> ○ Jumelages d'accompagnement entre groupes (actuellement non institutionnalisés, gérés au cas par cas) • Événements : <ul style="list-style-type: none"> ○ Trans-collectif en mai ○ Organisation de l'AM (enjeu de quorum pour l'AG électorale du 13 avril) ○ Préparation de l'AREE de mai 2027 ○ Rencontre des ON : options à définir (fin juin vs début septembre pour éviter conflit avec tournoi de foot) • Autres thématiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ Communication ciblant les jeunes ○ Égalité de genre (en lien avec WLP) ○ Accueil des bénévoles et nouveaux groupes ○ Outillage des groupes pour débattre et construire leur pensée politique <p>Quelles sont les priorités identifiées :</p> <p><u>Constats partagés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme trop chargé, nécessité de prioriser avec l'AM comme échéance majeure et de finaliser ce qui est commencé plutôt que multiplier les projets • Penser aux partenariats si on n'a pas les ressources (ex : s'appuyer sur nos réseaux pour le plaidoyer) • Réfléchir au profil à embaucher pour compléter l'équipe pour soutenir l'effort de l'AREE 2027 	<p>Le bureau de décembre 2025 tranchera aux côtés du secrétariat pour prendre la décision sur le plan d'action 2026. L'idée est de réduire, coopérer davantage avec EI et EF, et prioriser.</p> <p>On ne pourra pas tout faire et donc nous nous concentrerons sur les priorités (AM et AREE).</p> <p>Le bureau se prononcera sur les embauches de 2026.</p> <p>Report de la relance de la campagne de sensibilisation sur l'accueil des exilé.es, la proposer en 2027. Voir comment mutualiser avec EI sur les outils de communication pour changer l'image des immigré-es</p> <p>On peut connecter le tournoi de football à plusieurs sujets : genre, jeunesse et alphabétisation politique.</p>

	<p><u>Positions exprimées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le plan stratégique est perçu comme prioritaire • Prioriser la collecte de données pour mieux identifier les difficultés des groupes • Porter l'égalité de genre via le GT d'EI • Maintien de la rencontre des ON en présentiel • Le Tournoi de foot envisagé comme non-prioritaire par certain-es. Toutefois beaucoup de sujets du plan d'action peuvent être abordés pendant l'évènement (alphabétisation politique, genre, implication des jeunes, paix) • Être attentifs à ce qui ressort des débats lors de l'AM et profiter de l'évènement pour creuser certains sujets • La relance de campagne d'accueil des réfugié.es n'est pas prioritaire car beaucoup de groupe ont encore les affiches et priorité à mettre en œuvre la nouvelle campagne qualité des dons 	
<p>2 AREE : Élections lors de l'AM et mise à jour des statuts</p>	<p>Résumé des échanges autour des élections EE pendant l'AM</p> <p><u>Poste de suppléant</u> : les candidat-es non élus mais ayant obtenus la moitié des suffrages (minimum) pourront devenir suppléant-es, par classement du nombre de voix obtenues. En parallèle, EE ouvre la voie au fait que les personnes peuvent candidater en tant que suppléant. (Voir si possible sans changement du RI ou statuts)</p> <p><u>Accord du groupe pour la candidature</u> : préciser l'investissement que cela demande au groupe. EI va proposer une convention à signer entre EI, le/la candidate et son groupe d'origine.</p> <p><u>Comité des sages</u> : une seule personne élue par région. La personne proposée par les membres du Conseil Régional est Maria Luisa Testori, bénévole à Piadena.</p> <p><u>Dans le cadre de l'AM :</u></p> <p>Engagement d'EI pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordonner avec EE l'envoi commun d'un seul document concernant pouvoirs et procurations pour toutes les élections qui auront lieu durant l'AM, et éviter ainsi un double travail entre les secrétariats d'EE et d'EI. - Concernant les cotisations : EI dressera une liste des groupes avec leurs états de cotisations et joindra les infos avec celles d'EE pour relancer sur les deux niveaux. 	<p><u>Kit de candidature CEI :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Préciser les modalités de sélection des suppléants CEI - Préciser l'investissement que cela peut demander aux groupes <p><u>Kit de candidature Président-e</u> (c.f. discussion session 4. Indemnité de la présidence et augmentation des cotisations)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Clarification sur les modalités d'indemnisation <p><u>Comité des sages :</u> Marie Luisa Testori est acceptée à l'unanimité pour être proposée à l'élection en tant que sage d'Emmaüs International</p> <p><u>Dans le cadre de l'AM :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Envoi commun des pouvoirs et procurations, relance de cotisations entre EI et EE

	<p>Important d'avoir 2h30 pour cette petite AREE durant l'AM, en raison des nombreux sujets à traiter et d'avoir un CREE pendant l'AM, pour réunir une première fois les élu.es.</p> <p><u>Élections du bureau</u> : Important de demander au moment du dépôt des candidatures, si les candidat.es souhaitent se porter candidat.es en tant que membres des bureaux d'EE et d'EI.</p> <p>Quand sera-t-il élu ? Plusieurs options sont soulevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Former un bureau au CREE d'automne, le bureau actuel peut gérer les affaires courantes jusque-là - Avoir un double bureau, entre entrants et sortants. La prise de poste des nouveaux membres du bureau se fait lors du bureau de juillet. - Former le bureau lors du premier Conseil Régional pendant l'AM. - Attention : il faudra aussi prendre en considération les membres du bureau d'EI, c'est un puzzle à construire ensemble. - Le bureau de décembre 2025 rediscutera de ce calendrier pour proposer une solution. <p>AREE 2027 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Royaume-Uni pourrait se proposer pour l'organisation, mais attention aux visas pour chaque participant.e et au budget. L'AREE 2015 avait déjà eu lieu au Royaume-Uni. - Demande aux DN de relancer l'appel dans leurs pays 	<ul style="list-style-type: none"> - EE a besoin d'avoir un temps dédié à l'AM pour organiser ses élections de même qu'un premier CREE pour que les élu.es se rencontrent. - Nous devons statuer sur le moment de l'élection du Bureau <p><u>Élections du bureau</u> : Le bureau de décembre 2025 décidera du calendrier pour l'élection du prochain bureau.</p> <p><u>AREE 2027 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Royaume-Uni souhaite soumettre sa candidature - Les DN doivent relancer les groupes de leurs pays - Le Bureau de décembre statuera sur le lieu de l'AREE 2027
<p>3 Suite FMA et perspectives d'une campagne sur la surproduction</p>	<p>Suite au FMA Lisa mutualise ce qui se fait au niveau européen concernant la surproduction : manifestations d'Emmaüs Europe devant le PE et plaider à l'UE sur ces questions, surtout textile. Manifestations en France et Finlande avec retours médiatiques positifs. Organisation du Green Friday en opposition au Black Friday. Actions variées selon les pays : accueil d'écoles, défilés avec slogans, sensibilisation dans les villes et parcs, échanges de vêtements, campagnes en ligne incitant à ne pas acheter, et initiatives comme les T-shirts de sensibilisation. Échanges de pratiques entre groupes : Lisa va aller voir ce qui se passe chez les Espagnols et les Italiens pour mettre en partage avec d'autres groupes européens.</p> <p>Réflexions stratégiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Changement de mentalités : transformer la croyance que le bonheur passe par la consommation excessive. Utiliser le marketing comme outil de sensibilisation et adopter un positionnement plus radical face au paradoxe "je consomme mais je donne après". • Dimension mondiale : tenir compte des contextes différents et réfléchir aux mécanismes de partage équitable (exemple : tarifs différenciés selon les régions). 	

	<p>Tension entre lutte contre la surproduction et accès aux biens dans les régions à faible pouvoir d'achat. Questionnement sur le lien entre égalité sociale et réduction de la surproduction.</p> <p>Perspectives Campagnes mondiales envisagées à l'horizon 2027.</p>	
<p>4 Nouveaux groupes affiliés, membres en probation et exclusions</p>	<p>Affiliation France :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emmaüs Maisoncelle : avis positif sur l'affiliation à l'unanimité • SOS Famille Pays de Vanne : avis positif sur l'affiliation à l'unanimité • Emmaüs TERRE : avis positif sur l'affiliation à l'unanimité • Terre de Milpa : avis positif sur l'affiliation à l'unanimité <p>Probation France :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maison Sésame : EE acte l'entrée en probation mais attire l'attention d'Emmaüs France et d'Emmaüs International sur 3 points sur lesquels il est <u>essentiel de travailler pendant la phase de probation</u>. Sans modifications sur ces 3 points l'affiliation du groupe ne serait pas possible : <ol style="list-style-type: none"> 1. Le fait que la famille de la fondatrice soit propriétaire de la maison ne garantit pas la pérennité du projet et ne permet pas d'engager des fonds d'Emmaüs dans de potentiels travaux. 2. Les statuts d'EI demandent que pour les groupes membres « les membres d'une même famille ou parentèle ne doivent jamais dépasser le quart des membres de son CA ». 3. Le modèle économique doit être travaillé afin de ne pas dépendre de la solidarité des autres membres d'Emmaüs comme c'est le cas aujourd'hui. • CAE Montagne Limousine : avis positif • ARES : avis positif à l'unanimité • Cayenne : avis positif <p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affiliation simplifiée France – Le Relai Val de Seine • Démission du SOS Famille Chalon sur Saône • Procédure d'exclusion de Dunkerque, en lien entre Emmaüs France et Emmaüs International. Concernant d'Emmaüs Wambrechie, le groupe a remis sa démission à EF, mais pas aux instances d'EE et d'EI. Au vu du contexte difficile avec ce groupe, ayant eu des attitudes non acceptables avec EF, une procédure d'exclusion est émise à leur rencontre. 	
<p>5 Suivi de la rencontre des ON (EE) et des DN (EI)</p>	<p>ON : faciliter les liens entre les ON pour répondre à des enjeux communs, statuts accueil dans la dignité, VSS etc. La prochaine est prévue en juin 2026 ou à l'automne.</p>	

	<p>DN : travail sur les missions des DN 17 Délégué-es Nationaux présent-es venues du monde entier. La question du financement des ON a été posée.</p>	
<p>6 Infos diverses EI, Conclusion et proposition de calendrier des prochains mois</p>	<p>Programme de formation EI Un programme structuré autour de 4 thèmes (transmettre, s'engager, résister, exister) a été développé par un groupe de travail. 20 modules de formation sont prévus, dont 8 déjà disponibles. Les sessions sont organisées à la demande des groupes, avec un budget international prévu (les groupes pouvant autofinancer sont encouragés à le faire). Proposition d'organiser un atelier sur le genre lors de l'Assemblée Européenne.</p> <p>Programmes de solidarité Rappel des programmes existants et annonce d'une réflexion avec la nouvelle responsable du pôle pour proposer une réorganisation au CA d'EI.</p> <p>Groupe de travail égalité de genre Une charte a été réalisée et mise en œuvre au FMA. Elle sera appliquée à tous les événements EI et diffusée pour inspirer les groupes. Un recueil de pratiques pour produire un rapport est en cours ainsi que la réalisation d'une étude sur les freins à l'égalité de genre dans le mouvement. Les groupes sont sollicités pour constituer un catalogue des actions Emmaüs.</p> <p>COP 30/Sommet des peuples Une délégation d'une dizaine de personnes participera au Sommet des peuples (ouvert à la société civile). Une personne d'EI aura accès à la COP officielle. Journée de mobilisation le 15 novembre avec une marche d'action déclinable mondialement. Les groupes peuvent organiser des événements locaux.</p> <p>Prochaines échéances Le prochain CREE se tiendra en ligne, date à décider par sondage email. Ordre du jour : vote des comptes et présentation du lieu de la prochaine AREE.</p>	<p>Décision pour le prochain CREE en ligne : date à décider par sondage mail.</p> <p>Nous devons voter sur les comptes et choisir le lieu de l'Assemblée Régionale (mai 2027).</p>

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la présidente lève la séance.

Carina AALTONEN
Présidente d'Emmaüs Europe

Aurélie GILLMANN
Secrétaire d'Emmaüs Europe